NOUVEAU SITE http://oise.pcf.fr

Oise Avenir

N° 1277 du 10/02/2012
Prix: 1€ Abonnement: 10€
N° CPPAP: 0411 P 11491
Directeur de la publication: Thierry AURY

Mensuel édité par la Fédération de l'Oise du Parti Communiste Français 8, rue de Beauvoisis 60100 Creil
Tél: 03 44 55 27 96 • Courriel: pcf.oise@wanadoo.fr

70 jours pour tout bousculer !

Le peuple français va-t-il bousculer le scénario écrit à l'avance pour la Présidentielle d'une compétition tranquille entre forces politiques ne remettant pas en cause les fondements d'un système qui nous enfonce jour après jour ?

Le surgissement du Front de gauche et de son candidat Jean-Luc Mélenchon est désormais au cœur de tous les commentaires, de toutes les discussions. 23 % des français affirment qu'ils pourraient « *probablement* » voter pour lui (*Baromètre BVA-Orange-L'Express-France Inter* du 17 janvier) ! L'émission de France 2 du 12 janvier a été une révélation pour des millions de personnes qui en ont parlé ensuite au travail, en famille, entre amis. Nos meetings font désormais évènement partout avec des affluences record. Ici même dans l'Oise, dans chaque assemblée citoyenne, grande ou petite, nous rencontrons de nouvelles personnes, intéressées par notre démarche et prêtes à s'engager. Chacun en est conscient : « *Il se passe quelque chose !* » Il nous reste 70 jours pour bousculer la donne en gagnant à nos idées, au vote pour le Front de gauche et pour son programme partagé, toutes celles et tous ceux qui n'ont pas encore décidé de leur vote : ils seraient près de la moitié, un score à rapprocher des 47 % qui disaient fin 2011 « *ne souhaiter ni Sarkozy, ni Hollande comme Président* » ! Comme en 2005, pour le référendum où nous avons « *renversé les montagnes* » malgré des grands médias hostiles, tout va dépendre de chacun d'entre nous, pour discuter et convaincre les indécis et d'abord tous ceux

qui ont un intérêt quasi-vital à faire triompher « *l'Humain d'abord* » sur les logiques désastreuses du capitalisme en crise.

Dans ce journal, vous trouverez tract et argumentaires : n'hésitez pas à nous demander du matériel pour en remettre à des gens que vous connaissez ou pour diffuser dans votre ville, votre village !

N'hésitez pas à vous rendre sur notre nouveau site internet pour y trouver des infos sur nos initiatives ! Et à nous informer de ce que vous faites ! Utilisez l'internet pour faire circuler des vidéos, des arguments ou pour regarder la retransmission en direct des meetings du Front de gauche, des écoutes collectives s'organisent. Une seule consigne : soyez à l'initiative ! Ne laissons pas passer cette formidable occasion de porter un coup majeur à tous les tenants de l'ordre établi et d'ouvrir à nouveau l'espoir en France et en Europe !

Journée européenne d'action
(manifestations, grèves…)
à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats
MERCREDI 29 FEVRIER

TOUS à la BASTILLE avec le Front de gauche et J-Luc Mélenchon !
DIMANCHE 18 MARS
Anniversaire de la Commune de Paris
Début de la « campagne officielle » de la Présidentielle

Il y a 50 ans, la fin de la Guerre d'Algérie.
Rencontre exceptionnelle avec
Henri ALLEG et Alban LIECHTI,
DIMANCHE 1er AVRIL,
15 h, à CREIL
Centre des cadres sportifs

Sommaire : P1.Edito. P2.Luttes. P3.Il y a 50 ans, fin de la guerre d'Algérie. P4-5. Débats. P6. Nos élus. P7.Culture. P8.Agenda.
Encarts : « Prenez le pouvoir ! » ; « Front national et Marine Le Pen. Décryptage »

Manifestation du Comité de soutien aux Merck-Organon. Au premier plan, le maire de Sérifontaine René Grousset.

Merck-Organon : mobilisation contre la liquidation de l'usine pharmaceutique !

Malgré des profits de 12 milliards et le versement de 5 milliards de dividendes aux actionnaires, le groupe américain Merck-Schering Plough a annoncé la suppression de 247 emplois et la fin de l'activité « Pharmacie » sur le site d'Éragny-sur-Epte (entre Gisors et Sérifontaine), seule usine au monde à produire de l'insuline à partir du pancréas. Seule la partie « Chimie » serait conservée avec 74 emplois, mais pour combien de temps... ?!

Les salariés ont fait trois semaines de grève en janvier et multiplié les actions. Ainsi après avoir occupé le site Merck à Hérouville, après avoir rencontré Jean-Luc Mélenchon de passage chez M.Réal dans l'Eure, après avoir manifesté devant la préfecture de l'Oise où ils ont été reçus par le Préfet (qui a notamment déclaré que « *l'Etat ne peut rien face à un groupe privé surtout étranger* » (sic)), les Merck se sont rendus sur le site de Pétroplus (76) pour interpeller le ministre de l'Industrie Besson en visite sur le site et **un rendez-vous a été obtenu pour le mardi 14 février à Bercy.**

L'occasion de reposer les questions suivantes : comment peut-on annoncer la fin du site quand on voit le niveau des dividendes servis aux actionnaires ? Sans tenir compte de l'intérêt économique et social de maintenir les emplois sur un bassin déjà touché par d'autres sinistres industriels ? Sans prendre en considération que les profits réalisés par ce groupe en France proviennent du système d'assurance maladie français ? Pourquoi le groupe Merck explique qu'il ne peut pas poursuivre le projet industriel… qu'il s'apprêtait à faire porter par la société B.Braun, l'un de ses sous-traitants ? Quels sont les groupes pharmaceutiques écartés de la sélection des repreneurs par Merck au motif qu'ils sont ses concurrents ?

La casse de l'outil de production est inacceptable, comme l'est la violence faite aux salariés à qui l'on demande de poursuivre en toute insécurité une production alors qu'on leur propose comme seul avenir le chômage. Alors que cette usine reste viable, qu'elle peut produire des médicaments utiles au pays, l'Etat ne peut laisser, à la seule discrétion du groupe Merck le choix d'un repreneur. Depuis le 23 janvier, les salariés ont repris le travail sur la base de l'obtention d'une prime de 12 000 € brut pour les salariés impactés par le plan de licenciements et 4 000 € pour les autres ainsi que le paiement de 70 % des heures de grève. **Mais la bataille pour l'emploi se poursuit avec la CGT et avec le Collectif de soutien animé par le maire communiste de Gisors Marcel Larmanou et dans lequel les militants du Front de gauche sont impliqués activement.**

Nombreuses actions contre les suppressions de postes dans l'Education nationale

La politique de réduction du nombre de fonctionnaires par le gouvernement se traduit par de nouvelles annonces de suppressions de postes dans les écoles et collèges à la rentrée. Un peu partout des actions ont lieu pour contester ces mesures.

Ainsi **sur le Nord-Compiégnois, un rassemblement a lieu samedi 11 février, à 10 heures, à Ribécourt, à l'appel des élus du secteur dont Patrice Carvalho, conseiller général.**

A Beauvais, c'est le collège Fauqueux du quartier populaire de Saint-Jean qui était en grève totale le 7 février à l'annonce d'une saignée dans ses moyens (75,5 heures en moins) remettant complètement en cause les acquis obtenus lors du mouvement mémorable de l'an 2000 (48 jours d'occupation du collège par les enseignants et les parents) ; pour le collège Baumont, sur le quartier Argentine, ce sont 57 heures en moins qui sont programmées alors même que 36 élèves de plus sont attendus en 2012 ! Thierry Aury, conseiller municipal et Pierre Ripart, candidat du Front de gauche, ont apporté leur soutien.

Pour l'Oise, s'est constitué un « front commun de défense et de promotion du service public d'éducation » comprenant les fédérations syndicales de l'éducation (FSU, FO, UNSA, CGT, CFDT), des associations professionnelles (AREN, AFPEN, AME…) , des organisations complémentaires de l'école publique (Ligue de l'Enseignement Oise, JPA/CEMEA Oise), les DDEN, les parents d'élèves de la FCPE. Ce « front » met en cause la suppression de 70 000 postes dans l'Education nationale depuis 1977 dont près de 700 dans l'Oise et l'annonce de 14 000 nouvelles suppressions à la rentrée 2012 (dont 490 sur l'Académie d'Amiens, une des plus lourdement touchées). Concrètement, ces suppressions de postes vont se traduire notamment par la hausse du nombre d'élèves par classe notamment dans les ex-Zones d'Education Prioritaire, par un nouveau recul de la scolarisation des enfants de 2-3 ans (déjà en lourd recul depuis 10 ans), par le sabordage de la formation des enseignants et par le démantèlement des RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté).

Le « front » lance un appel à un rassemblement départemental le mercredi 15 février, à 9 heures, devant la Préfecture, à l'occasion du CDEN (Conseil Départemental de l'Education Nationale) qui doit donner un avis sur la carte scolaire.

Dialogue de sourds à travers les grilles (!) entre l'Inspectrice d'Académie et un groupe de parents du collège Fauqueux de Beauvais.

Il y a 50 ans, la fin de la guerre d'Algérie

APPEL A TEMOIGNAGES

Le 19 mars 2012 sera le 50e anniversaire des Accords d'Evian qui mirent fin à la Guerre d'Algérie et conduisirent à l'indépendance de ce pays colonisé durant 130 ans par la France.

La Fédération de l'Oise du Parti communiste français et son Amicale des Vétérans souhaitent célébrer cet anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie tout au long de l'année 2012 à travers plusieurs initiatives : films, conférences, collecte de témoignages, appel aux municipalités à inaugurer des rues du 19 mars 1962…

Ainsi le dimanche 1er avril, nous aurons le plaisir et l'honneur d'accueillir dans l'Oise nos camarades Henri Alleg et Alban Liechti qui restent dans les mémoires parmi les grandes figures du combat contre la guerre et contre le colonialisme.

Nous lançons aussi un appel à témoigner à tous ceux et toutes celles qui ont l'âge d'avoir connu cette période : aux hommes qui ont été appelés comme soldat en Algérie, aux femmes qui ont vécu l'angoisse de voir partir leur mari, leur fiancé, leur fils, leur frère en Afrique du Nord, à toutes celles et tous ceux qui ont le souvenir d'avoir participé à des actions même modestes pour la Paix, contre la Guerre, aux algériens engagés dans l'action pour l'indépendance ...

Nous faisons appel à vos souvenirs ou/et au moindre document (tract, lettre etc…) que vous auriez conservés de cette époque et avons besoin de la participation de tous, sous une forme ou une autre : témoignage oral ou écrit, enregistré sur cassette ou filmé. Des camarades ou amis peuvent aider aux enregistrements.

Tous les documents datant de cette période, relatifs aux événements divers, sont intéressants pour la compréhension de tous et pour faire connaître la vérité.

Pour tous contacts et informations complémentaires à ce sujet, voir Serge Salomon 06 78 47 46 48 ou Claire Fabre (tél à PCF OISE) ou Claude Aury 06 60 17 72 47.

A toutes et tous, par avance merci !

Fédération de l'Oise du PCF & Amicale des Vétérans du PCF

1962-2012

Il y a 50 ans

Les accords d'Evian, la fin de la guerre d'Algérie, la fin de plus d'un siècle d'occupation coloniale française en Algérie…

Henri ALLEG

Auteur de « la question » qui dénonça la torture et fut immédiatement interdit en France à sa parution en 1958.

Il fut directeur d'Alger Républicain à partir de 1951 et entra en clandestinité en 1955. Il continua à transmettre des articles à l'Humanité dont il deviendra grand reporter.

Il a été le premier appelé à refuser de faire la guerre en Algérie, à refuser de porter les armes contre le peuple algérien. Condamné à 4 ans de prison dans des conditions d'emprisonnement comparables aux camps nazis, envoyé quand même en Algérie en 1961 il continuera de refuser de porter une arme chargée.

Alban LIECHTI

Ces deux grandes figures qui font honneur au peuple de France pacifiste viendront apporter leurs témoignages sur cet épisode douloureux de notre histoire le

dimanche 1er avril à 15 heures

Centre des cadres sportifs

CREIL

Belle assemblée citoyenne à Montataire !

Soixante-quatre personnes ont répondu à l'invitation du Front de gauche le 20 janvier à Montataire : elles sont venues s'informer et débattre lors de cette assemblée citoyenne. Après la projection de la vidéo du PCF sur la crise, les syndicalistes de Still et de Presse informatique disent : « L'industrie aussi est malade de la finance : les banques et les fonds de pensions en recherche constante de profits élevés ont décidé de sacrifier notre entreprise. » « La recherche du profit gangrène toute la société » dit Christiane en parlant des prothèses mammaires frelatées.
D'autres thèmes sont abordés, comme les syndicats, la pauvreté de la population, le manque de perspectives de la jeunesse, le Front national. Une jeune femme invite à la lutte et après les derniers échanges autour d'un verre, on se quitte heureux des échanges et on promet de se revoir lors d'une prochaine assemblée citoyenne

Sérifontaine : deuxième assemblée citoyenne

Le 10 janvier à Sérifontaine avait lieu une 2e assemblée citoyenne animée par Anthony Auger, en présence de Pierre Ripart, candidat Front de gauche dans la 2e circonscription de l'Oise et du maire de la commune, René Grousset. Au cœur du débat, la question de l'industrie, dans le contexte local de l'action contre la fermeture de site Merck-Organon d'Eragny-sur-Epte. Parmi la trentaine de participants, plusieurs salariés et syndicalistes de l'usine étaient d'ailleurs présents.

Beauvais, une salle attentive et diverse pour les vœux du Front de gauche

Thierry Aury, conseiller municipal, Marie-Laure Darrigade, candidate sur la 1ère circonscription et Pierre Ripart, sur la 2e, avaient invité à une galette citoyenne.
Dans l'assistance, plusieurs responsables associatifs venus pour s'informer des idées du Front de gauche.

Verneuil-en-Halatte, 1er comité de campagne de la 4e circonscription (Chantilly-Senlis)

Evènement dans ce secteur qui n'est pas l'un des plus favorable — c'est un euphémisme — pour la gauche : le 25 janvier, 28 militants du Front de gauche ont participé à un premier comité de campagne. Présents évidemment les deux candidats Séverine Berger et Michel Roby, le maire de Saint-Maximin, Serge Macudzinski, qui fut candidat dans le passé sur ce secteur, et divers militants et sympathisants dont une part n'est affiliée à aucune organisation. Un syndicaliste a indiqué qu'après avoir été très réticent au départ sur Mélenchon, il avait été enthousiasmé par l'émission de France 2 et avait décidé de s'engager à fond dans la campagne.

Chaumont : pas vu depuis très longtemps !

Une trentaine de personnes ont participé à l'assemblée citoyenne de Chaumont le 2 février.

Après le passage du film sur la dette, la discussion a porté sur tout un tas de sujets : les conséquences si on ne rembourse pas la dette ; le syndicalisme ; les fausses comparaisons avec l'Allemagne ; les médias ; les luttes sociales et l'importance d'avoir un Front de gauche qui ne soit pas là que pendant les élections ; la remotivation ; la taxe professionnelle ; la TVA sociale ; les meetings et la campagne du Front de gauche ; l'origine du Front de gauche ; le statut des élus, le cumul des mandats et la révocabilité ; la VIe République ; la place d'un pôle public de l'énergie (ainsi que la place des salariés de ce pôle et des usagers), du secteur bancaire et des autres services publics ; comment lutter et comment s'organiser… Une grande envie de débattre !
La majorité des présents étaient sympathisants du Front de gauche sans être adhérents à l'une de ses composantes. Tout le monde s'est inscrit sur la liste de participation et de soutien à la campagne des Législatives et de la Présidentielle. Ce succès a été assuré par le travail d'une petite équipe militante pour distribuer les tracts et pour coller les affiches. Deux nouvelles assemblées citoyennes sont programmées sur Chaumont .

Beauvais, distribution de faux billets

De faux billets ont été distribués le 15 décembre devant le Crédit agricole de la place Jeanne Hachette à Beauvais. Le recto reproduisait un billet de 500 € tandis que le verso était personnalisé avec des messages reprenant les thèmes du Front de gauche : les profits indécents des entreprises du CAC 40, le coût des actionnaires, la création d'un pôle publique bancaire, une redéfinition des rôles de la Banque centrale européenne. Ce mode d'action ludique a été bien perçu par les passants et a permis d'engager la conversation avec eux sur la responsabilité de la finance dans la crise actuelle. Ce type d'action peut être répété partout pendant la campagne !

Beauvais, écoute collective de l'émission de France 2

Le 12 janvier était organisée au local du PCF à Beauvais une écoute collective lors de l'émission « Des paroles et des actes » dont l'invité principal était Jean-Luc Mélenchon. Plus d'une centaine d'écoutes collectives était ainsi organisée partout en France et cette forme d'écoute se perpétue à chaque intervention diffusée du candidat du Front de gauche. Elles peuvent se dérouler dans des lieux privés, typiquement des appartements, mais aussi en public, dans un bar, une salle municipal, un local d'association…

Ce moment de démocratisation du débat public permet de distribuer des exemplaires du Programme partagé et de réaliser des prises de contacts.

Docks d'Aubervilliers, réunion nationale du PCF

Elle a réuni le 28 janvier des animateurs de section, des candidats communistes aux Législatives (Loïc Pen candidat sur la 7e circ, et Florence Salignon, suppléante sur la 1ère étaient présents) les secrétaires départementaux. 10 délégués de l'Oise étaient présents.

Crépy-en-Valois, 8 janvier, une galette très conviviale et très politique à l'invitation du PCF.

On a commencé l'année en regardant « En 2012, on va leur faire un dessin ».

Beaucoup de choses à dire, partager, questionner, des solutions proposées par le Front de gauche. Toutes générations confondues.

Sébastien et Aurélie, 30 ans, la jeunesse, l'envie d'apprendre pour agir.

Notre camarade Jackie, 80 ans, nous en a appris des choses !

Il n'y a eu que des reines, projection sur l'avenir car « *la femme est l'avenir de l'homme* » ! C'est Aragon qui l'a écrit et Ferrat qui l'a chanté, alors !

Creil, stage de formation du PCF : le besoin permanent de mieux comprendre les choses pour les transformer ...

Le week-end du 4 et 5 février se tenait au siège de la fédération un stage de base animé par Hélène Masure. Une vingtaine de participants ont répondu présents et ont écouté, réfléchi et débattu sur les différents thèmes proposés : l'histoire du communisme et du PCF, Karl Marx, la politique économique et, pour le dimanche matin, les crises écologiques, financières et sociales et la présentation des décisions du 34e congrès du PCF. Le samedi soir a été projeté le film « Walter, retour en Résistance », qui incite à toujours lutter pour rendre ce monde meilleur.
Des petites mains se sont unies pour faire de ce stage une réussite : merci à Jacques, Nellie, Viviane et Yvette, notamment pour le couscous ! Et à Gérard qui fait partie de l'équipe de formation du PCF. De l'avis général, le stage a été fructueux et plusieurs sont repartis avec le *Manifeste du parti communiste* et le *Nouveau pari communiste* de Pierre Laurent pour poursuivre la réflexion.

Les conseils municipaux de Beauvais et Balagny-sur-Thérain, votent les vœux proposés par le Front de gauche sur les taux d'intérêt bancaires et le rôle de la BCE !

L'ampleur de la crise et ses conséquences sur les collectivités locales rendent incontournables certaines des idées portées depuis des années par les élus communistes. Ainsi deux conseils municipaux présidés par des maires UMP ont adopté à l'unanimité des vœux reprenant intégralement nos propositions !

Le 16 décembre, c'est le groupe Front de gauche citoyen (Fatima Lefranc et Thierry Aury) qui présentait le vœu suivant au Conseil municipal de Beauvais :

* *Vu le caractère aléatoire et risqué des emprunts que notre ville comme toutes les collectivités territoriales est amenée à contracter auprès des « marchés financiers »,*
* *Vu le montant actuel des taux d'intérêts pratiqués par ces mêmes « marchés financiers » (pour notre ville, les taux moyens des emprunts à taux fixes sont actuellement de 3,77 % et les taux moyens des emprunts à taux variables sont de 5,06 %) avec un risque annoncé de hausse dans les mois qui viennent,*
* *Vu l'annonce que la Banque centrale européenne va ouvrir des opérations de prêt sur 36 mois en faveur des banques, à un taux fixe de 1 % et pour des montants illimités,*

le Conseil municipal de Beauvais réuni à l'occasion du vote de son Budget primitif 2012, demande au gouvernement de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les collectivités territoriales puissent avoir accès à des prêts à un taux d'intérêt de 1 % pour le financement de leurs investissements.

Ce vœu a été adopté par le Conseil municipal de Beauvais à l'unanimité (moins la voix de Chenu secrétaire national de l'UMP !). La Ville a un emprunt « toxique » de 3 millions d'euros au taux exorbitant de... 17 % auprès du « Crédit Agricole Corporate and Investment Bank » !

Cet exemple montre les possibilités et est un point d'appui pour faire avancer dans le débat public les propositions du Front de gauche pour un autre rôle de la BCE et la création d'un pôle public.

Ainsi Claire Fabre, citoyenne de Balagny-sur-Thérain, a fait parvenir une requête en ce sens au conseil municipal classé à droite qui a adopté à l'unanimité la délibération et une copie a même été envoyée au Premier ministre.

Pourquoi ne pas faire voter partout des vœux similaires dans le maximum de collectivités territoriales mais aussi dans les conseils d'administration des sociétés HLM ou dans les conseils de surveillance des hôpitaux publics qui sont soumis aux mêmes conditions scandaleuses ?

Plus fort que Free, la « Montataire Box » !

Article paru dans l'Humanité du 11 janvier 2012

Cette commune de l'Oise propose à ses 12 000 habitants un choix d'abonnements numériques à bas prix grâce à un service public alternatif. Qui dit mieux ?

Dans un monde idéal, les opérateurs privés n'existeraient pas. Eh bien, même si le monde idéal n'existe pas (encore), une commune communiste de l'Oise a démontré qu'une offre publique numérique pas chère et de bonne qualité était possible. Avec 15,25 euros pour le duo Internet-télévision et 30,25 euros pour l'offre triple play (Internet, 82 chaînes de télévision, téléphone), la ville de Montataire a lancé, début septembre, une campagne de publicité incitant ses ouailles à « surfer à grande vitesse sur l'offre la moins chère du monde ».

Une première en France qui relève dans cette commune d'une tradition de gestion publique de l'énergie. La Régie communale du câble et de l'électricité a été créée en 1925. Cette régie prend donc en charge la distribution d'électricité, la fourniture d'électricité, la maintenance de l'éclairage public et, depuis 1994, la gestion du réseau du câble. « La diffusion de la télé hertzienne depuis la tour Eiffel et Saint-Just-en-Chaussée n'arrivait pas toujours à atteindre l'ensemble des foyers car notre ville est dans une cuvette. Le débit d'Internet était aussi très faible. Il y avait donc de nombreuses zones d'ombre », explique le directeur de cette régie, Alexandre Dunoyer. La ville lance, en 2010, des travaux pour développer la fibre optique. « Aujourd'hui, tous les habitants peuvent avoir accès à un bon niveau de débit à toute heure du jour et de la nuit pour un prix raisonnable. Il n'y a aucune durée d'engagement et pas de frais de mise en service », détaille-t-il. En trois mois, 180 abonnements ont déjà été ouverts par le service de la ville, qui emploie trois personnes à cet effet.

Anne-Sophie Gatineau est une jeune abonnée. Elle s'est installée à Montataire début décembre. « J'ai d'abord cherché un abonnement avec un opérateur privé mais on me proposait une offre globale à 30 euros sans la télévision. Je n'avais ni antenne ni parabole donc cela ne me satisfaisait pas. J'ai vu des panneaux d'affichage dans la ville sur l'offre à 15 euros, je suis allée à la régie et, dans la journée, ils ont ouvert une ligne. Au début, je voulais prendre une offre avec un haut débit mais la régie m'a proposé d'essayer l'offre la moins chère d'abord. C'était étonnant qu'ils ne me poussent pas à la consommation ! »

Sur les conditions d'engagement, il y a comme un gouffre entre l'offre privée et l'offre publique : « On est toujours tenus par le privé, on doit payer dès qu'on veut changer d'offre et on nous pousse toujours à prendre le plus cher. À la régie, ce qui est bien, c'est qu'il n'y a pas d'engagement. On peut choisir et changer d'offre sans payer. Ils sont très disponibles et efficaces. J'en suis très satisfaite. » Free et les autres opérateurs privés, qui se livrent une farouche concurrence, n'ont qu'à bien se tenir.

Ixchel Delaporte

2012, année du tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau

Il y a 300 ans naissait l'une des grandes figures des « Lumières » du 18e siècle, précurseurs au plan des idées de la Révolution française.

L'Oise reste associée au nom de Rousseau dont le tombeau est à Ermenonville. Cet article retrace quelques uns des apports du philosophe dont on est frappé par l'actualité de la pensée .

Ce que la démocratie doit à Rousseau

Avec la Révolution française, Rousseau est considéré comme le grand théoricien de la démocratie depuis la publication du Contrat social (1762). C'est cet ouvrage, et ses conséquences politiques qui lui ont valu le décret de la convention décidant le transfert de ses cendres d'Ermenonville au Panthéon destiné au repos des grands hommes de la Nation.
En disant que c'est parce qu'il n'est ni prince, ni législateur qu'il peut écrire sur la politique, Rousseau se positionne en philosophe prenant ses distances pour réfléchir au sujet et non en politique. Cet aspect de son avertissement sera vite oublié par les figures majeures de la Révolution française qui se sont emparées de son texte pour justifier leurs positions respectives. En effet, Rousseau construit une réflexion purement théorique davantage adressée à la petite République de Genève que destinée à servir de modèle pour un projet politique dans une nation comme la France.

Les grandes idées que Rousseau a exprimées dans ses livres peuvent se résumer ainsi :

* L'homme est né libre et bon, c'est la société qui l'a corrompu.
* La naissance du droit de propriété est la source de tous les maux.
* Les inégalités se créent avec le pouvoir des possédants, des riches contre les pauvres.

Rousseau condamne la tyrannie de l'absolutisme royal ou tout autre pouvoir autoritaire et arbitraire. Il Préconise des lois comme expression de la « volonté générale », un « contrat social » sous l'égide du « peuple souverain ». On y trouve l'idée d'égalité de tous devant la loi, de justice, de droit. Rousseau défend l'idée de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes préfigurant une des grandes idées de la Révolution française.
Le philosophe sera d'ailleurs l'auteur pour Pasquale Paoli d'un projet de constitution pour la Corse.
On lui doit également un essai intitulé Considérations sur le gouvernement de la Pologne (1771), qui avait pour vocation d'offrir à ce pays, en quête d'identité nationale et de règle de gouvernement, des pistes de réflexion originales, destinées à fournir les outils d'un Etat républicain et égalitaire. Là, Rousseau passe de la théorie à la pratique en rédigeant un véritable « manuel » pour un bon gouvernement.
A noter, la préférence de Rousseau pour une démocratie participative plus que représentative afin d'éviter la naissance d'intérêts de partis au détriment de l'intérêt général.

Les idées de Rousseau reflètent bien le mouvement de pensée des intellectuels du siècle des Lumières dont l'Europe actuelle a hérité. Les voyages du philosophe en Italie et en Angleterre ont été déterminants dans la formation de sa pensée politique.
Il a dit

* « L'homme est né libre et partout il est dans les fers ». Premier constat de Rousseau au début *Du Contrat social* (1762)
* « <…> dès l'instant qu'un homme eut besoin du secours d'un autre ; dès qu'on s'aperçut qu'il était utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut, la propriété s'introduisit, le travail devint nécessaire et les vastes forêts se changèrent en des campagnes riantes qu'il fallut arroser de la sueur des hommes, et dans lesquelles on vit bientôt l'esclavage et la misère germer et croître avec les moissons ». *Discours sur les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755)
* « La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point ». *Du Contrat social* (1762) [Cette idée ne sera pas suivie par la Révolution française puisque la souveraineté sera celle de la Nation et non du peuple et le régime choisi celui de la représentation au nom du peu-

Creil, Ensemble national de musiques arabes de Palestine

Le chef de musique de cet ensemble, Ramzi, fut un enfant de l'Intifata : il a lancé des pierres contre les soldats israéliens et a reçu des balles dans les jambes. A l'initiative d'une famille française, il a fait son conservatoire à Angers, puis est retourné en Palestine pour créer plusieurs écoles de musique pour les enfants, dans les villes et les camps. Les professeurs de musique sont palestiniens ou étrangers. Son association s'appelle Al Kamandjâti, ce qui veut dire le violon en arabe.
Avec l'ensemble qu'il a formé, il donne des concerts en plein air en Palestine, à Jérusalem-Est, et aussi près des check-points. Avec des laissez-passer qui ne durent que quelques heures, il faut faire vite pour s'installer, jouer, remballer tous les instruments. La consigne est la suivante « Si on vous dit de partir, vous continuez à jouer, comme si vous n'entendiez pas les questions. »
Pas de violence mais de la résistance.

Rendez-vous PCF - FDG

DECES

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre ami J-Michel Lefèvre qui durant des années a assumé la responsabilité de délégué syndical dans l'entreprise GEP Plastics et de Secrétaire Général de l'UL-CGT de Hermes et sa Région.

Nous assurons notre camarade Ginette Baudoin de Crépy de toute notre solidarité et de notre fraternité face au deuil qui la touche avec le décès de son fils Didier à l'âge de 42 ans. Ginette Baudoin remercie tous les camarades de la section du Valois qui par leur présence et leur solidarité concrète lui ont apporté un soutien dans ces circonstances si difficiles pour elle et sa famille.

---

11 février, Saint-Maximin - 20h00 - Repas républicain pour le lancement de la campagne dans la 4e circonscription
15, rue Jean Jaurès - Restaurant scolaire (derrière la mairie)

---

13 février, Froissy - 19h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
Rue Provinlieu - Mairie

---

16 février, Crépy-en-Valois - 20h00 - Assemblée citoyenne du Front de gauche " Sortir de la crise, nous on le peut ! Et sans l'austérité ! Et vous, qu'en dites-vous ? "
2, avenue du Général Leclerc - Mairie, salle de Justice de paix

---

16 février, Grandvilliers - 20h00 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
Place Barbier - Mairie, salle C

---

18 février, Nogent-sur-Oise - 14h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
1, rue Faidherbe - Château des Rochers

---

18 février, Mouy - 20h00 - Repas et bal

---

22 février, Cuise-la-Motte - 20h00 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
Place de la Mairie - Salle communale

---

24 février, Clermont - 18h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
61, rue Wenceslas Coutellier - Centre socio-culturel

---

27 février, Crèvecoeur-le-Grand - 19h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche

---

2 mars, Creil - 18h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche

---

6 mars, Mouy - 18h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
Place Pierre Semard - Salle polyvalente Alain Bashung

---

10 mars, Beauvais - Salle Pré Martinet. 19h. Repas de la Fraternité avec les candidats du Front de gauche dans le Beauvaisis

---

12 mars, Marseille-en-Beauvaisis - 19h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche
79, rue du Général Leclerc - Mairie, salle du Conseil

---

16 mars, Liancourt - 18h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche

---

23 mars, Laigneville - 18h30 - Assemblée citoyenne du Front de gauche

Autres Rendez-vous

11 février, Creil - 11h00 - Comité de soutien Ousmane Ba des 68 travailleurs sans papiers-Invitation à partager le repas
Bourse du travail

---

17 février, Clermont - 19h00 - Comité de défense et de développement de l'hôpital public de Creil - Réunion publique départementale « Notre santé est en danger »

---

9 mars, Villers-Saint-Paul - 18h30 - Association Bernard de la Sala - Conférence sur le thème de l'extrême droite, avec Annie Lacroix-Riz

N'oubliez pas ! Nous avons besoin de votre...

ABONNEMENT Oise Avenir *Abonnement 1 an*

- RÉDUIT : 5 € (étudiant, sans emploi)
- NORMAL : 10 €
- SOUTIEN : 15 €

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Chèque à l'ordre de « *PCF Oise* »

à renvoyer à PCF Oise 8, rue de Beauvoisis 60100 Creil